

Communales : moins d'une liste sur trois menée par une femme

Les 152 listes qui se présenteront aux élections communales en Région bruxelloise ont été validées. A peine 27 % d'entre elles ont une tête de liste féminine.

Quelque 153 listes ont été présentées en vue des élections du 14 octobre prochain dans les 19 communes de la capitale. Une seule a été écartée, celle du parti Islam à Anderlecht.

Sur les 152 listes validées, seules 42

sont emmenées par une femme, soit 27,6 % à peine. Le plus mauvais élève de

la classe bruxelloise est la commune d'Etterbeek : les six formations qui s'y présentent ont choisi un homme comme tête de liste. A Koekelberg, en revanche, les femmes dominent la case de tête : elles sont quatre pour six listes offertes au choix des électeurs. ■

Bruxelles : 27 % seulement des têtes de liste sont des femmes

ELECTIONS 152 listes ont été validées pour le 14 octobre, réunissant 4.104 candidats

► Parmi les surprises : le parti Islam, qui ne présente que quatre candidats, dans deux communes.

► Petite forme politique aussi pour le Parti populaire : quatorze candidats dans trois communes seulement.

La Région bruxelloise a validé définitivement 152 listes de candidats admis au scrutin du 14 octobre prochain. Une seule a été écartée, celle présentée par le parti Islam à Anderlecht, faute de signatures en suffisance. Analyse des forces en présence.

Les femmes au deuxième rang. Parité et tirette obligent, il faut une candidate et un candidat aux deux premières places... Las, sur les 152 listes enregistrées, seules

quarante-deux sont emmenées par une femme (soit 27,6 %). Mauvaise élève en matière d'égalité des sexes : Etterbeek, où les six formations en présence ont toutes choisi un homme comme tête de liste. A l'inverse, à Koekelberg, quatre listes sur les six en présence ont désigné une femme

pour emmener leurs couleurs. **Le PP en méforme.** Crédité de quelques pour cent dans les sondages, le Parti populaire n'aligne que quatorze candidats en terre bruxelloise : cinq à Anderghem, deux à Evere et sept à Watermael-Boitsfort. A l'extrême droite de l'échiquier, trois partis se disputent les suffrages : La Droite (à

Anderlecht et à la Ville), Nation (à Anderlecht et Evere, où le parti présente une liste complète !) et le Vlaams Belang (Anderlecht, Berchem, la Ville, Jette et Schaerbeek). Pour rappel, en 2012, seule cette dernière formation avait réus-

si à décrocher un siège de conseiller communal, à Anderlecht.

Islam en voie de disparition. Très présent dans l'avant-campagne, ses prises de position ayant conduit plusieurs partis démocratiques à réclamer son interdiction, Islam est en nette perte de vitesse politique. Alors qu'en 2012, il avait envoyé un élu dans les conseils communaux d'Anderlecht et Molenbeek, cette fois,

il n'aligne que deux listes, à la Ville de Bruxelles et à Molenbeek... avec deux candidats, seulement, dans chaque commune. « C'est la preuve que la cristallisation politique autour de la religion musulmane n'opère pas en Europe, commente le politologue Pascal Delwit. On observe le même phénomène en France, en

Allemagne, dans les pays scandinaves. On n'assiste pas à l'émergence de partis démocrates-musulmans. »

Le PTB en manque de troupes.

Moins qu'en Wallonie, le PTB ne présente que sept listes à Bruxelles. Elles ne sont du reste pas complètes partout. « Ce qui peut sembler étonnant, singulièrement à Saint-Gilles et Iaelles, vu la sociologie d'une partie de l'électorat », commente Pascal Delwit. Lequel y lit « l'indice de la difficulté qu'éprouve ce parti à recruter : elle reste substantielle. » En 2012, les coreligionnaires de Raoul Hedebouw avaient décroché deux sièges, à Molenbeek et à Schaerbeek.

Les grands partis à la peine aussi. Les partis traditionnels ont également éprouvé des difficultés à boucler leurs listes. Fait rare, c'est le cas du PS qui ne présente pas une liste complète à Woluwe-Saint-Lambert. Même mésaventure pour le CDH à Evere, pour Défi à Saint-Gilles et Saint-Josse. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

TOUT SAVOIR ?**Pas de données !**

La doyenne des candidates ? Le benjamin ? Ne comptez pas sur la Région bruxelloise pour vous donner ces informations. Même le sexe des personnes inscrites ne nous a pas été communiqué, à charge pour nous d'identifier les têtes de liste sur la base de notre connaissance du personnel politique et de la nomenclature usuelle des prénoms. C'est que la Région a décidé d'appliquer le Règlement général de protection des données (RGPD) à la lettre la plus stricte. Ces données, la Région en dispose évidemment pour chacun(e) des 4.104 candidat(e)s, pour vérifier que les listes sont paritaires, que les intéressé(e)s sont éligibles.

V.L.A.

Des listes citoyennes nourries par une faim de politique

Ces listes sont semblables dans leur volonté de changement. Spontanées ou structurées, thématiques ou généralistes, elles usent d'un mot en vogue. Quelles réalités se cachent derrière le terme « citoyen » ?

REPORTAGE

La Grand-Place de Mons a fait germer la foule en ce jour ensoleillé. Les terrasses font le plein en espérant un été indien. A l'une d'elles, près d'une dizaine de personnes discutent de la campagne pour le scrutin communal. La plupart sont candidats sur la liste « CitoyenS ».

Leur liste, longue de 14 noms, est quelque peu improvisée. Elle est née fin août. Jusque-là, certains d'entre eux soutenaient l'ASBL *Transparencia*, qui demandait aux collègues des communes wallonnes, flamandes et bruxelloises de rendre accessibles les documents liés à l'ordre du jour public des conseils communaux. Avec la promesse de déposer

une liste communale dans chaque région en cas de refus (ou d'engagement trop léger). Ce sera le cas à Mons, à Bruxelles et à Anvers. « *Transparencia* demande à chaque parti de faire preuve de transparence dans la gestion publique, d'organiser des conseils citoyens à l'échelle des quartiers et de faire remonter vers le conseil communal les avis de ceux-ci », explique Nadia Dupont, cheffe de file de la liste locale.

Ces exigences de transparence et de consultation citoyenne constituent les axes essentiels du programme porté par « CitoyenS », auquel s'ajoutent quelques revendications plus ciblées émanant des membres de la liste, comme l'accès des créateurs locaux à

certains espaces culturels ou l'amélioration de l'aide aux sans-abri.

Revendications ciblées

Pour le reste, la liste s'en remet aux choix de la population qu'elle s'engage à porter devant le conseil communal si l'un de ses membres décroche un siège. « Car si on fait des promesses, qui va nous assurer qu'on pourra les assumer ? », interroge Nadia Dupont. Le but de cette liste, c'est d'avoir l'information, de la rendre lisible pour tous et de la dispatcher vers les conseils citoyens, poursuit-elle. Car les partis au pouvoir organisent en général les choses de façon à ce que le citoyen ne puisse pas se pronon-

cer. »

Un programme ciblé sur quelques revendications, c'est loin d'être une exception parmi les listes jaillies de la société civile. C'est le cas notamment du M3E, fondé par l'avocate Mariapaola Cherchi. Les trois « E » en question évoquent l'éthique, l'équité et l'Europe. « *Il faut porter l'Europe chez les citoyens, plaide-t-elle en insistant pour mettre en exergue tout ce que la dimension communautaire apporte au cœur des communes, via les programmes du Feder, du FSE ou d'Interreg. Il faut qu'elle soit ressentie par lui.* » Elle revendique ainsi la création de guichets européens dans chaque commune afin de vulgariser l'apport de l'Union dans le quotidien de ses habitants et en favorisant les synergies, les échanges entre associations et municipalités du Vieux Continent.

Dans sa démarche, elle a rallié d'autres citoyens sous sa bannière étoilée au point de pouvoir déposer des listes (incomplète) dans six communes : Schaerbeek, Molenbeek, Uccle,

Bruxelles, Koekelberg et Orp-Jauche. Sera-ce suffisant pour convaincre l'électeur ? « *Notre programme est un livre dont beaucoup de pages doivent encore être écrites avec ces idées novatrices que l'Europe nous encourage à développer* », répond l'avocate bruxelloise. Qui voit dans cette échéance électorale une répétition de la suivante, l'an prochain, sur un terrain sans doute moins hermétique aux questions continentales.

Parti ou mouvement

Walter Feltrin, lui, n'a fait ni une ni deux : il a fondé un parti, en août 2017, au terme d'une réflexion de près de dix ans : Oxygène. Ce chef d'entreprise bra-

bançon entend en effet apporter une bouffée d'air frais dans le microcosme politique. « *J'ai la conviction que les solutions aux problèmes qui se posent, viendront du politique, confie-t-il. Et la traduction du changement doit se faire au niveau législatif.* » Ici aussi l'échéance majeure n'arrivera que l'an prochain. « *Mais certains de nos membres ont également des choses à proposer au niveau communal* » : éthique, transparence, bonne gouvernance, participation citoyenne. Des idées qui seront défendues par des listes, complètes ou pas, dans neuf circonscriptions : Assesse, Bernissart, Charleroi, Colfontaine, Court-Saint-Etienne, Namur, Thuin, Tournai et Walcourt.

Se structurer est une nécessité, comme l'illustre la démarche de Walter Feltrin. A l'inverse, la liste Kraainem Unie qui se présentera pour la deuxième fois au scrutin communal, a choisi de s'appuyer sur un mouvement. « *En 2012, nous avons obtenu 20,6 % des voix et 4 sièges sur 23* », relate Bertrand Waucquez. Fort de l'expérience d'une première législature où elle a défendu l'octroi systématique des facilités linguistiques, la transparence et la bonne gouvernance, KU revient sur le terrain électoral avec un programme complet. « *Cela va des infrastructures au CPAS en passant par la qualité de l'air ou la mobilité* », commente la tête de liste. Des thématiques que la liste bilingue entend concrétiser « *avec plus d'efficacité* » que ses rivales.

Difficultés

Malgré ces floraisons multiples, faire germer une liste citoyenne n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît.

Le recrutement s'opère souvent, dans un premier temps, dans les relations sociales proches des initiateurs de la démarche. Et quand le cercle s'élargit, l'enjeu devient de maintenir la cohérence politique de l'ensemble en évitant les candidats incontrôlables ou au profil trop sulfureux. Pas simple, à l'heure des réseaux sociaux. Enfin, il y a évidemment des règles à respecter. Ainsi la plupart de ces listes se sont heurtées à une difficulté majeure lors de leur confection : la tirette. En effet, la loi impose désormais la parité en candidats et candidates, avec une alternance parfaite dans l'occupation des places. « *Chez*

nous, il y avait plus de femmes que d'hommes », expliquent Nadia Dumont et Mariapaola Cherchi. A l'inverse, Oxygène a peiné à réunir des candidates en suffisance. « *Nous rencontrons également des difficultés à nous faire connaître*, constate Walter Feltrin. *D'abord parce que nous n'avons pas les mêmes financements que les autres listes. Et ensuite parce que nous nous heurtons au désintérêt des médias.* » Mais le plus gros défi qui attend ces mouvements plus ou moins spontanés, c'est de durer. Le fondateur d'Oxygène reconnaît que pour imposer un changement, il faut obtenir un rapport de forces suffisant. Ce qui implique d'obtenir des élus. « *C'est essentiel*, constate Bertrand Waucquez. *Sans cela, vous n'êtes qu'une voix qui crie dans le désert et vous passez pour un Calimero.* » Kraainem Unie a également choisi de se structurer, via la création d'une ASBL. Car les citoyens ont beau pointer les dérives de la politique, ils n'en sont pas moins soumis à certaines règles de l'action collective. Au risque de n'être qu'un feu de paille électoral. ■

PASCAL LORENT

VILLERS-LA-VILLE

Olivier Jacobs, solitaire collectif

▲ Chaque campagne électo-

rale réserve son lot de candidats atypiques. Et Olivier Jacobs en est assurément un. Il se présente en effet sur une liste de candidats indépendants à Villers-la-Ville (pour le scrutin communal) et sur le canton de Nivelles (pour la province). Un rassemblement hétéroclite de citoyens aux revendications aussi variées que différentes, qui ont trouvé plus utile de s'unir que de tenter un cavalier seul voué à l'échec. « *Plus il y aura de petites listes citoyennes, plus les partis traditionnels auront une paix royale* », rappelle le quadragé-

naire.

Parmi ce collectif d'individualités, Olivier porte les revendications du Mouvement des Citoyens libres. A savoir, l'allocation universelle à 1.500 euros par mois, le référendum citoyen de décision et une sortie de l'Union européenne « *pour mieux la reconstruire* ». « *Je veux défendre mon point de vue sur une liste qui aura plus d'impact qu'une somme de petite liste* », plaide-t-il. A raison, semble-t-il : « *sa* » liste affiche complet (16 candidats), ce 14 octobre. Et sans l'effet dévolutif de la case de tête, « *chaque candidat a désormais sa chance* ».

P.L.T.

les politologues « Une manière de ne pas se situer dans le clivage des partis »

DÉCRYPTAGE

La campagne pour les élections communales, premier scrutin organisé depuis quatre ans, semble marquer une émergence des listes dites « citoyennes ». Nouveauté ? Eveil de la société civile ? Comment interpréter ce besoin de s'impliquer au niveau réputé pour être « le plus proche du citoyen » ?

« Il faut d'abord poser un préalable, insiste Jean Faniel, directeur du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp). *Qu'entend-on par cette appellation "citoyenne" ?* » Et le chercheur de s'interroger : toutes les listes ne le sont-elles pas, dès lors que la citoyenneté désigne la qualité de ceux pouvant participer au débat démocratique. Et Jean Faniel de rappeler qu'au début des années 90, Guy Verhofstadt, déjà, rebaptisait le parti libéral flamand en « parti du citoyen » (VLD), tandis que d'autres formations accueillait « des candidats d'ouverture issus de la société civile ». « *Ce n'est donc pas un thème nouveau à l'agenda.* »

Pierre Verjans, politologue à l'ULiège, participe, lui, à une étude interuniversitaire sur la question. Mais elle n'en est qu'à ses débuts. « *Nous ne sommes pas encore en mesure de dire s'il y a une augmentation du nombre de listes dites "citoyennes",* explique-t-il. *Mais en 2012, déjà, nous avions relevé un plus grand nombre de listes locales se distinguant des listes de parti.* » Ses premières impressions lui laissent néanmoins penser que le nombre de ces initiatives locales pour-

rait encore croître ce 14 octobre.

Envie d'autre chose

Pour Jean Faniel, la distinction établie entre les listes de parti et les autres tient « à l'écart entre la société civile et la classe politique. Et ça aussi, ce n'est pas nouveau ». Un fossé que les scandales de 2016 et 2017 (Publifin, Samusocial, ISPPC, etc.) ont creusé un peu plus encore.

« *Et c'est la première fois qu'au niveau sémantique, on trouve cette auto-proclamation, également reprise par les médias,* », ajoute-t-il. « *Cela montre aussi l'espoir que les gens placent dans la politique,* », positive Pierre Verjans. Qui ajoute une autre explication au phénomène : l'exemple français d'Emmanuel Macron qui, en une élection, « *a réussi à balayer les deux partis au pouvoir depuis des décennies* ». Le directeur du Crisp rattache également cette poussée supposée à un mouvement plus large de réflexion sur l'avenir de la démocratie, la participation, le tirage au sort... « *Et c'est aussi une manière de marquer son apolitisme en ne se situant pas dans le clivage des partis traditionnels.* »

Déceptions possibles

Mobiliser ses semblables sur des problématiques locales semble plus aisé. Et cela même si la tirette hommes-femmes constitue une exigence parfois difficile à

satisfaire. « *Et l'avantage d'être une liste citoyenne, c'est que vous n'avez pas de responsabilité en cascade par rapport aux choix posés par un parti à un autre niveau de pouvoir,* souligne Pierre Verjans. *Vous disposez donc d'une liberté maximale au sein de l'autonomie budgétaire de votre commune.* »

contrario, ces listes pèchent souvent par manque d'expérience et/ou de structuration. Et d'une commune à l'autre, elles sont rarement coordonnées.

Par ailleurs, certaines listes ne se mobilisent que sur quelques objectifs très ciblés et qui n'ont parfois qu'un lien ténu avec la vie locale. « *Elles ont des revendications ponctuelles et parfois une coloration Nimby,* observe le politologue de l'ULiège. *Il n'est donc pas sûr que ces gens-là aient une vue d'ensemble de la vie locale. Cela peut décevoir ceux qui voteraient pour eux ou les dissuader de le faire.* » Quant aux listes revendiquant le référendum, elles se retranchent derrière les choix futurs des citoyens, « *ce qui peut aussi devenir décevant pour les électeurs* », observe Jean Faniel.

Enfin se pose la question de la pérennité de ces mouvements parfois très spontanés. « *Soit ils parviennent à leurs fins et se pose la question de leur organisation et de leur pérennité,* conclut le directeur du Crisp. *Soit ils n'y parviennent pas et cela peut créer des tensions en leur sein à moyen terme.* » ■

P.L.L.

TYPOLOGIE

Ce n'est pas une nouveauté. Et pourtant se dégage l'impression qu'elles foisonnent désormais dans le paysage électoral. Elles, ce sont les listes citoyennes ou dénommées comme telles. Nées de la méfiance croissante à l'égard du politique, elles entendent marquer une césure sinon une rupture dans l'hégémonie des partis traditionnels. Elles offrent le visage de la nouveauté, donc de la virginité, et promettent parfois le changement façon « tabula rasa ».

Et pourtant, avant de cocher au crayon rouge le ou les cercles blancs qui bordent la colonne « citoyenne », mieux vaut se renseigner. Car toutes n'en sont pas nécessairement, du moins au sens repris ci-dessus. Et l'on ne se situe parfois pas très loin de la duperie. Explications.

Les associations de « déçus »

Leurs têtes ne vous disent rien mais si vous inscrivez leurs noms sur un moteur de recherche, vous leur découvrirez un pedigree insoupçonné. Eux, ce sont les déçus de la politique. En général, ils ont milité dans un ou plusieurs partis, finissant tôt ou tard pour de bonnes ou de moins bonnes raisons par prendre la porte. Mais leur envie d'en découdre les amène très vite à revenir à la politique, quitte à passer par la fenêtre. Et dans certains cas, en certains endroits, ils se lovent dans l'étoffe citoyenne pour mieux cacher leur armure déjà flétrie au combat. Ils n'ont rien de novices et caressent parfois d'autres ambitions, parfois revanchardes. Au point de mettre en cause leur profession de foi citoyenne.

Les listes citoyennes

Les voilà ! Portées par des novices en politique, elles ont germé spontanément là où le besoin de nouveau se faisait ressentir. Elles portent tantôt un combat ou une revendication, tantôt un projet d'ensemble pour la commune. Elles caressent l'espoir de changer la politique de l'intérieur, même si l'inexpérience de ses promoteurs les expose à certaines déconvenues. Et cela d'autant plus qu'ils ne maîtrisent pas toujours les « codes » du champ politique. Néanmoins, là où l'affrontement se fait manichéen, les listes citoyennes peuvent renverser certains bastions réputés imprenables. Et apporter un véritable changement dans les communes où elles auront percé.

Les listes « déguisées »

Dans certaines communes, un parti au pouvoir ou dans l'opposition choisit de ne pas se présenter sous son sigle propre. Parfois pour suggérer le renouveau (en accueillant éventuellement des « candidats d'ouverture »), parfois pour se refaire une virginité. Mais dans les faits, la liste reste apparentée à une famille politique. Dont sont d'ailleurs issus les candidats placés aux avant-postes.

Les cartels

En certains lieux, plusieurs groupes politiques choisissent d'aller ensemble aux élections. Soit pour accroître les chances de succès (surtout face à un parti majoritaire), soit parce que les volontaires manquaient pour constituer plusieurs listes plutôt qu'une. Marquant différentes couleurs politiques, certains se sentent alors autorisés à user de l'adjectif *citoyenne* pour désigner la troupe qui les emmène au scrutin. Et cela même si le gros des fantassins et surtout des gradés présentent des états de services antédiluviens.

L'extrême droite

Ce n'est plus impensable. Avec la libération d'une certaine parole politique, l'extrême droite s'est départie des derniers oripeaux de culpabilité qui la recouvraient. Délaissant parfois les sigles et appellations classiques (Front, Bloc, etc.), elle se targue désormais de la dénomination *citoyenne* là où l'adjectif ne lui est pas disputé. Mieux vaut, dès lors, se pencher sur le programme avant de décerner un satisfecit civique sur la seule base d'une étiquette.

ENQUÊTE « Le système politique doit donc se réinventer »

Bourgmestre de Waremme durant seize ans, Jacques Chabot fait face à une liste citoyenne conduite par Yves Berger. Deux approches de la politique se confrontent. L'occasion d'un échange plus que d'un affrontement.

DÉBAT

Waremme, 15.000 âmes posées sur le plateau hesbignonn. Dans ce fief socialiste qui a connu les règnes d'Edmond Leburton et de Guy Coëme, une liste « citoyenne » emmenée par Yves Berger a vu le jour, au printemps dernier. En l'espace de quelques mois, les 25 places à occuper ont trouvé preneurs. Au point de semer le doute sur la reconduction d'une majorité absolue dirigée par le député-bourgmestre Jacques Chabot, dans un paysage électoral où pointent également Pour Waremme (MR) et le Parti Populaire. À travers l'affrontement de ces deux listes se pose une série de questions sur l'intérêt de militer dans un parti ou de s'investir en dehors de toute couleur partisane. Un débat auquel se sont livrés les deux fers de lance de ces formations a priori différentes.

M. Berger, vous avez fait le choix de vous engager sur une liste citoyenne, sans couleur politique. Pourquoi ce choix plutôt que l'engagement en faveur d'un parti ?

Yves Berger. *J'ai fait ce choix pour les qualités que je prête à ce type de listes. Son indépendance des partis, en termes financiers, de gestion, d'organisation et de programme. La deuxième raison, c'est l'ouverture d'esprit de ces listes, l'absence de formatage politique. Et leur fonctionnement démocratique aussi : les idées viennent de la base, des citoyens qui constituent la liste et font remonter leurs idées dans un processus « bottom-up ». La troisième raison, c'est pour la démarche désintéressée des personnes qui constituent la liste, à la recherche d'un intérêt commun et non d'un intérêt partisan ou personnel. Et aussi pour le fait que l'adhésion à ce type de listes amène un réel mouvement d'air frais, une indépendance d'esprit.*

À vous entendre, les listes partisanes seraient dépendantes, formatées, composées de gens intéressés...

M. Chabot, vous retrouvez-vous dans cette description ?

Jacques Chabot. *Pas du tout. Les hommes politiques sont aussi des citoyens, des gens honorables qui connaissent leur commune, y vivent, perçoivent les attentes de leurs concitoyens. C'est une erreur de vouloir à tout prix opposer liste citoyenne et liste de parti. D'autant plus que les listes de parti intègrent généralement*

une part non négligeable de candidats d'ouverture, c'est-à-dire des gens qui ne sont pas affiliés au parti de la liste, mais estiment que c'est en figurant sur cette liste qu'ils ont le plus de chance de faire passer leur projet et leurs idées. À Waremme, sur les 25 candidats de la liste socialiste, nous comptons cette année huit candidats d'ouverture. Enfin, pour nous, une liste citoyenne n'est jamais apolitique. Elle présente inmanquablement des priorités, un programme et ils traduisent des choix idéologiques. À Waremme, nous sommes la seule liste, avec le PP, à nous présenter avec le sigle de notre parti. Nous nous sommes ouverts à huit candidats d'ouverture en lançant un large appel à la population.

Malgré cela, il semble y avoir d'autres aspirations qui montent de la société. Avez-vous le sentiment qu'une liste indépendante marque le fossé entre la population et ses élus ?

J.C. *C'est clair ! Il ne faut se voiler la face : il y a une défiance envers les politiques et plus spécifiquement envers notre système de démocratie représentative. Cette défiance vient des « affaires », dont Publifin, même si personne de notre parti à Waremme n'a été impliqué dans un scandale. Et il y a aussi une défiance qui remonte à 2008 : la grande crise et les dérives du modèle néolibéral ont entraîné davantage de précarité dans la population et le constat chez le citoyen que le politique était impuissant par rapport à cette dérive économique. Dans les années 30, après le krach de 1929, il y a aussi eu un rejet, un repli sur soi, et on voit où cela a mené. Le rejet de l'autre peut très vite mener au populisme et aux excès que l'on a connus après 1930.*

Dans le cas présent, on est, semble-t-il, face à tout autre chose que du populisme...

J.C. *Oui, je fais bien la différence. Je dis que les deux sources essentielles de cette défiance sont les affaires et la pauvreté.*

Vous retrouvez-vous dans ces explications ?

Y.B. *Partiellement. Pourquoi est-il l'heure, pour moi, de cette liste indépendante ? Il est clair qu'il y a une fenêtre d'ouverture pour permettre l'émergence de ce type de démarche qui est une démarche démocratique comme les autres. On ne m'a d'ailleurs*

jamais entendu dire du mal d'un parti dès lors que les personnes assument leurs convictions jusqu'au bout. Ce ne sont pas ces convictions qui me dérangent mais plutôt l'exploitation que l'on en fait. Mais effectivement, le climat des affaires pèse très lourdement sur la situation politique actuelle et le dégoût du politique.

Vous retrouvez ces sentiments parmi vos membres ?

Y.B. *Non. S'ils prennent une démarche de ce type, c'est qu'ils ont une envie de LA politique. Mais l'envie aussi qu'elle soit pratiquée de manière différente, ce qui ne veut pas dire en totale opposition avec ce qui se fait actuellement. Néanmoins, quand j'ai annoncé à mes enfants que j'allais me lancer dans une démarche politique, la cadette de mes filles m'a dit : « Papa, pourquoi fais-tu ça ? Je ne veux pas que l'on dise que mon papa est un pourri. » Tout cela est exagéré, mais c'est la voix de la population. Les affaires pèsent à un point tel que dire que l'on fait de la politique est quasiment devenu un gros mot. Or la politique est nécessaire, indispensable. Les partis, je ne dis pas qu'ils ne doivent plus exister, mais ils doivent se réinventer pour combattre le désenchantement des citoyens. Cette situation existait déjà auparavant mais a été exacerbée par les affaires. Mais il y a d'autres choses : la déconnexion du politique par rapport au monde des citoyens. Ce sont par exemple les avantages octroyés, les rémunérations, la politique comme moyen de pouvoir... Bref, tout cela creuse un fossé toujours plus grand entre les politiques et les gens. De plus, la politique a beaucoup trop été exploitée comme un système d'affrontement qui oppose les gens plutôt que de les rassembler. Qu'il y ait des différences d'idées n'est pas un problème en soi. C'est ce qui donne la richesse au débat et à la mixité des avis. Mais le système tombe actuellement toujours dans une dimension d'affrontement. Non pas sur la valeur des arguments mais simplement par le fait qu'ils sont émis par des personnes qui viennent de couleurs différentes. On souhaite sortir de ce clivage. La politique a de petits côtés obscurs que les gens n'ont plus envie de connaître. On est dans une situation qui est celle de l'immédiateté, des réseaux sociaux et de la communication, de la clarté. Le système politique doit donc se réinventer. Et le formatage des discours n'est plus, non plus, attendu par les*

jeunes. Et puis, il y a une attente de renouveau, qui ne sera pas forcément apportée par les partis car, sans pression, ils continueront leur petit bonhomme de chemin dans un système qui leur convient bien et leur permet de travailler dans les conditions qu'ils ont toujours connues. Bref, même les partis qui se disent progressistes font preuve dans leur démarche d'un très grand conservatisme. Balancez-vous sur les marchés : ce sont toujours les mêmes têtes. Les gens veulent du changement. Il faut œuvrer ensemble pour que, demain, on puisse dire que l'on fait de la politique sans en être gêné.

Notre système est également basé sur l'existence des partis. Et même à l'échelle d'une commune, il est parfois difficile de pouvoir travailler sans les partis. Pour disposer de relais aux autres niveaux de pouvoir, pour désigner des représentants dans les intercommunales...

J.C. C'est exactement ce que je pense. Nous avons quelques gros dossiers comme la nouvelle école de Bettincourt ou l'extension du zoning... Dans ces dossiers, nos relais ont été nombreux. Même au niveau communal, on fait de la politique. Car on sera amené demain à négocier avec la Province, avec la Communauté française, la Région wallonne ou même le fédéral. Tous les projets passent par des discussions politiques à un certain niveau.

Si demain vous deviez accéder au mayorat, le fait de ne pas avoir de couleur politique prédéfinie pourrait-il poser problème pour aller chercher des subsides ou débloquer des dossiers à d'autres niveaux de pouvoir ?

Y.B. Certes, nous n'avons pas de relais politiques dans d'autres niveaux de pouvoir, de gens qui pourront se prétendre d'un parti identique pour aller discuter. Mais convenons quand même que la minorité à Waremme a su aider la majorité dans des dossiers qui étaient gérés par une administration d'une autre couleur politique que celle de la majorité communale. Les

forces savent s'unir. Je ne suis pas à nouveau en train d'opposer mais plutôt de donner des pistes de rassemblement sans pour autant suivre la même voie. Maintenant, vous plaidez qu'il faut des personnes d'une couleur politique pour administrer une entité, en l'occurrence la commune. Vous apportez ainsi de l'eau à mon moulin : la situation de l'archipolitisation n'est pas une situation que l'on peut considérer comme intéressante. Cela marche quand on est de la même couleur, quand on y a des connaissances, des copains alors que le fond est le plus intéressant : les dossiers doivent d'abord être bien traités avant d'être colorés.

Une réaction ?

J.C. Je suis fier d'être l'héritier d'une grande tradition à Waremme. Il faudrait être naïf ou sot pour nier l'apport d'un Edmond Leburton dans le domaine économique, social, sportif. Qui a fait passer l'autoroute ici alors que ce n'était pas prévu ? L'apport de Guy Coëme aussi. Il est toujours intéressant d'avoir un bon relais politique vis-à-vis des autorités régionales et fédérales. Ici, à Waremme, nous n'avons eu qu'à nous en féliciter. Les retombées ont été indéniables. Je suis fier d'être l'héritier de cette tradition et les gens nous ont toujours fait confiance. Mais il ne faut pas penser que parce qu'on dispose d'une majorité absolue depuis des années, c'est l'usure du pouvoir et que nous sommes des dictateurs qui en profitons et tirons des avantages non autorisés de nos fonctions. Non !

Le clivage gauche-droite, qui structure la vie politique, se retrouve-t-il aussi à l'échelon communal ? Où vous classez-vous ?

Y.B. Je n'accepte pas ce clivage. C'est une notion qui n'est plus de mise actuellement. Certes, il y a des politiques de droite et de gauche. Il est des sujets sur lesquels une approche de droite ou de gauche est à considérer. Mais au niveau de la liste, nous ne prenons pas une position sur cet axe-là.

J.C. On ne réfléchit pas en ces termes au niveau communal. Certes, je suis de gauche et nous avons mené une politique progressiste dans tous les domaines, à commencer par le domaine social. Mais quand on discute de l'évolution des dossiers, on ne se pose pas cette question, sauf peut-être sur les matières fiscales où il y a une politique de droite au niveau fédéral qui retombe sur les communes. Ici, on essaie de mener une politique consensuelle. Il y a d'ailleurs beaucoup de dossiers pour lesquels nous avons accepté des amendements ou des propositions de l'opposition.

Demain, pourriez-vous ouvrir la majorité à une liste citoyenne et vous adapter à leur manière de travailler même si elle est différente ?

J.C. On va d'abord laisser voter l'électeur. Et l'arithmétique déterminera le reste. A priori, je ne change pas de cap : nous voulons conforter la confiance du citoyen dans notre liste.

Et vous, pourriez-vous entrer dans une majorité et vous adapter au mode de fonctionnement d'un parti ?

Y.B. D'abord examinons l'arithmétique qui se dégagera des élections du 14 octobre. Waremme Alternative entend peser sur la politique traditionnelle. Cela signifie venir avec le poids électoral que nous obtiendrons et qui nous permettra d'être un interlocuteur. En tout cas, nous ne voulons pas le pouvoir pour le pouvoir. Mais si l'électeur estime que l'alternative que nous proposons répond à ses attentes, nous avons la volonté d'assumer cette responsabilité. C'est donc en partenaires corrects et loyaux que nous œuvrerons. Mais il n'y a dans notre chef aucun accord préalable. Ce serait nier l'autonomie de l'électeur. J'espère qu'il en est de même par ailleurs. On entend dire que des accords préélectoraux peuvent exister et que des responsables d'états-majors d'arrondissement se rencontrent. Espérons juste que le signal de l'électeur soit respecté. Oui, nous pouvons travailler avec tout le monde. ■

Propos recueillis par
PASCAL LORENT

COMMENTAIRE

PASCAL MARTIN

« CITOYEN », TERME À APPRÉCIER AVEC PRUDENCE

Citoyen ! A la Bourse de la sémantique, le terme n'a cessé de grimper. Pour peu, on le prononcerait avec l'emphase des premiers sans-culottes. Quand il s'accrole en adjectif à tout autre nom, le substantif qui le vêt se trouve soudain drapé d'une toge de mérites. Le candidat qui ainsi habillé se présente, se voit crédité des vertus de l'antique Athènes. On lui prêterait d'avoir lu Platon et Aristote dans la langue de l'époque.

Cette inflation du titre n'est pas étrangère à la chute d'une autre « valeur » : « politique », qui ne cesse de dévisser. A tel point que les deux termes sont aujourd'hui quasiment devenus antonymes. A l'un, le désintérêt, l'engagement gratuit, le choix du collectif et le souci de l'intérêt général, la sincérité altière, voire la soif de transparence et de vérité en toutes circonstances. A l'autre, l'appât du gain, la tromperie, les priorités partisans, les secrets d'alcôves au profit de desseins parfois terre à terre. Autant de vices qui font les clous du ceruciel de la chose publique.

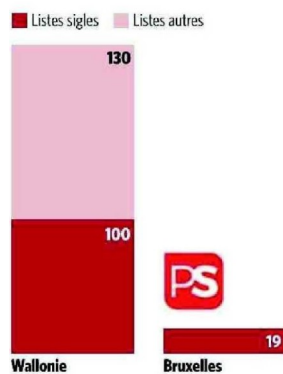
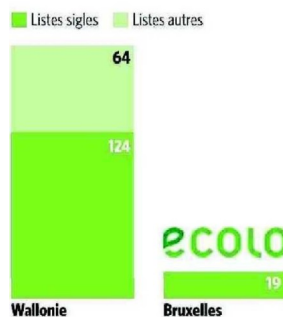
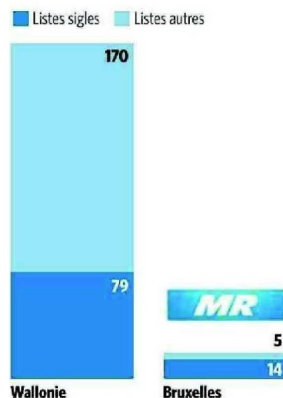
Discrédit ici et là, crédit quasi illimité... Ces évolutions opposées seraient le fruit des scandales à répétition qui minent la foi en la démocratie. L'explication ne vaut guère plus que le manichéisme qui conduit à encenser le citoyen et à lapider le politique. La réalité est sans doute plus nuancée. Car si le scandale et sa répétition sapent la confiance dans les classes dirigeantes, il ne décerne pas de facto aux initiatives nées de la société civile un certificat de bonne vie et mœurs démocratiques. Le goût du lucre est partout et seuls les règles et les contrôles l'éloignent pour un temps.

Mais si ces deux-là désormais se toisent en chiens de faïence, c'est sans doute pour d'autres raisons. La professionnalisation ; l'opacité des décisions ; l'endogamie et la consanguinité qui conduisent les partis à se renouveler en puisant leur relève au sein d'un sérail formateur et conditionnant ; cette frilosité qui n'amène à consulter le public que quand on est certain de son choix ou quand celui-ci importe peu ; les silences et absences entre deux élections... Tout cela participe au désamour à l'égard de la politique et l'encensement parfois aveugle du citoyen.

Il faut donc de la nuance et du recul : pour apercevoir les motivations parfois triviales de certains « candidats citoyens » et l'engagement sincère de certains élus cumulant leur mandat local avec l'obligation d'une autre activité professionnelle essentielle à leur subsistance. Il faut aussi constater la friabilité idéologique de certaines associations spontanées, porteuses parfois de revendications limitées, là où le regroupement sous un sigle partisan assure une certaine communauté de pensée et un large programme riche de promesses. Et puis, il reste ce paradoxe de l'opposition entre ces deux termes : tout politique est forcément un citoyen, tandis que toute personne sur une liste citoyenne sollicite les suffrages pour devenir... politique. Anciens comme nouveaux participent donc de cette même passion pour la chose publique. De ce besoin irrépressible de prendre ensemble en main une destinée commune. Et ça, c'est plutôt rassurant.

Le nombre de listes sous sigle du parti ou sous un autre nom

Dans certaines communes, les partis choisissent de ne pas se présenter sous leur sigle propre. Les grands partis du sud du pays ont donné leurs chiffres au « Soir ».



A la tête de Mons en Mieux, le libéral de 32 ans s'impose comme le principal adversaire du PS. L'élection communale sera déterminante pour lui. Mais qu'est-ce qui fait courir (vite) l'électron libre du MR ?

GEORGES-LOUIS BOUCHEZ

La politique à quitte ou double

Faudra-t-il vivre vieux pour savoir avec certitude si Georges-Louis Bouchez a la carrure d'un homme politique de grande envergure ou s'il n'aura été qu'une étoile filante dans un horizon qui n'était pas taillé pour sa personnalité détonante ? La réponse à cette question pourrait tomber rapidement. Le Montois affirme lui-même qu'en juin 2019, sa vie aura changé d'une manière ou d'une autre parce que son tempérament de feu s'accommoderait mal du rôle d'éternel outsider qu'il endosserait en cas d'échec. Seule la victoire et la marche en avant comptent à ses yeux. Aux électeurs de trancher.

L'élection communale du 14 octobre à Mons sera la mère de tous les scrutins pour Georges-Louis Bouchez. Il répète qu'il n'a pas envie d'être « bourgmestre » tout court, mais bien d'être « bourgmestre de Mons » parce que sa ville, c'est « le choix d'une vie » et qu'il n'aime pas du tout la manière dont elle évolue dans les mains des socialistes. Le 14 septembre dernier devant les membres de Mons en Mieux réunis en congrès, il l'a claironné solennellement devant un auditoire clairsemé et conquis d'avance : il est candidat-bourgmestre. Les applaudissements ont été chaleureux, mais on était entre convaincus.

Si la bataille de Mons ne le conduit pas sur le siège maïoral, le libéral pourra toujours se rabattre sur les élections législatives ou régionales de mai prochain. Un lot de consolation dont d'autres que lui se satisferaient, sous forme de siège de député à Namur ou à Bruxelles, voire de ministre, si les planètes de la politique (et la volonté d'un président de parti) s'alignent en sa faveur.

Ministre ? Bouchez fait plus qu'y penser en se rasant (il adore Sarkozy). Il y avait déjà cru à l'été 2017 quand le gouvernement wallon MR-CDH s'est mis en place à Namur.

Si l'Hôtel de ville de Mons n'a pas cédé sous ses coups de boutoir, une carrière de premier plan pourrait s'ouvrir alors devant ce trentenaire qui a tout sacrifié pour répondre aux sirènes du la politique. A force d'en rêver, il s'en est persuadé : il est fait pour le pouvoir.

L'entourage de l'ancien député wallon retient son souffle face à ce quitte ou double. A l'euphorie des campagnes se mêle désormais l'angoisse des lendemains désenchantés parmi les proches

de ce garçon qui ne fait jamais dans la demi-mesure. Georges-Louis Bouchez n'a pas vocation à jouer éternellement les jeunes premiers. Sûr de son fait, il veut agir. Il a l'habitude de dire que pour appliquer des idées en politique, il faut obtenir un poste. C'est son obsession. On lui dit qu'il pousse le bouchon de l'ambition un peu loin, il s'en moque. Une proche résume le personnage à sa manière : Georges-Louis, c'est plutôt crever que de faire dans le mou et le consensuel !

Le rouge, on ne voit que ça

Et si les scrutins à répétition ne répondraient pas à ses attentes ? Il restera la toge d'avocat, ce qui fera plaisir à sa maman qui soutient la carrière politique de son jeune trentenaire, mais qui pense aussi qu'il serait heureux à défendre la veuve et l'orphelin. Autre option, franchement facultative mais évoquée par un ami qui le connaît sur le bout des doigts : à deux, tout larguer et s'en aller ouvrir un restaurant quelque part, pourquoi pas à Londres. Et basta la politique et ses misères, sa violence aussi !

Tout au long de sa jeune vie (à peine 32 ans), le Montois aura entretenu une attitude constante : foncer, ne pas perdre une minute. Jamais de mauvaise note à l'école : en six années d'humanités brillantes, il toléra une seule cote soulignée en rouge et se promit que ce serait la dernière parce que le rouge, on ne voit que ça. Ce qu'il déplore encore aujourd'hui, sur un plan strictement politique cette fois...

A l'université, mêmes résultats brillants et toujours cette quête de réussite : lors des fêtes de famille, on raconte qu'il mettait à profit les minutes de répit entre le plat et le dessert pour aller réviser quelques minutes, toujours ça de pris.

La politique le passionne très vite. A la maison, on ne loupe pas les grandes émissions françaises, le *Sept sur sept* d'Anne Sinclair est le passage obligé du dimanche soir. A 20 ans, il franchit un cap décisif en assistant à un débat à Mons entre Louis Michel et le socialiste Jean-Maurice Dehoussé. A l'heure des questions, il se paye le second nommé devant un auditoire bouche bée. Dans la salle, Richard Miller n'en perd pas une miette. Il embrigade ce gamin volubile

et sans gêne. Un diamant brut.

Élections communales de 2006 : quatorzième candidat, il loupe un siège à seize voix près et pour tout dire, il se demande toujours comment cela a été possible. Mais on ne l'y reprendra plus : en 2012, il a fait le vide autour de lui au sein de la famille libérale de Mons, il est tête de liste à 26 ans, réalise 2.550 voix de préférence (champion dans son parti depuis la fusion des communes) et devient échevin des finances au sein d'une coalition conduite par Elio Di Rupo. Les cheveux en bataille, le sourire Pepsodent et le verbe déjà haut, Georges-Louis Bouchez entre alors dans une nouvelle dimension, celle du pouvoir.

La suite est connue. Elle a forgé l'image d'un personnage devenu, en quelques années à peine, « le conseiller communal le plus célèbre de Belgique ». Il fut échevin à Mons, mais ses rapports avec les socialistes d'Elio Di Rupo ont vite tourné au vinaigre au sein d'une majorité bancal. Comment ce trublion aurait-il pu se contenter d'un strapontin de circonstance dans l'ombre d'une majorité absolue qu'il exècre ? Et comment le président tout-puissant du PS aurait-il pu s'accommoder des excès et des coups en douce de ce gringalet politique ?

L'équation était sans solution. Le 19 avril 2016, Georges-Louis Bouchez se retrouvait tout nu sur la Grand-Place de Mons. Au parlement wallon, il devait s'effacer au profit de Jacqueline Galant, titulaire du siège (entre ces deux-là, c'est la guerre aussi). A l'Hôtel de ville, personne n'imaginait repartir pour un tour avec un échevin hors contrôle récupérant son temps plein au collège.

Ne vous en faites pas, les gars !

Cette éviction n'avait pas été annoncée, ce fut un choc réel. Il ne manquait guère que le goudron et les plumes. Mais Georges-Louis Bouchez s'est vite remis de ce coup du sort. Le lendemain, il rebondissait déjà comme le racontent ses amis qui ont reçu des messages à la mesure d'un personnage qui déteste l'eau

tiède. Ne vous en faites pas, les gars, c'est le début de ma carrière ! De fait : le coup de sang d'Elio Di Rupo a eu pour résultat de créer un « monstre politique », incontrôlable, sans limites, unique en son

genre.

Depuis lors, c'est bien simple, on ne voit plus que lui, on n'entend plus que lui. Au parlement régional, il avait déjà eu l'occasion d'épater la galerie. A peine avait-il prêté serment qu'il empoignait le micro et se révélait un des plus brillants orateurs de sa génération. Au point, c'est une constante de sa part, d'agacer et même d'indisposer des députés expérimentés jusque sur les bancs libéraux. Son chef de groupe Pierre-Yves Jeholet a eu fort à faire pour lui apprendre les bonnes manières parlementaires sans briser son potentiel. Ceux qui l'ont croisé sont unanimes : une intelligence hors normes, mais un sens politique à peaufiner.

Redevenu simple élu local, mais aussi chef de l'opposition à Mons, Bouchez a changé de registre. Depuis plus de deux ans, il mène une guérilla de tous les instants contre le pouvoir en place. Lui considère qu'il est dans son rôle d'opposant. Dans le clan d'en face, on s'est convaincu que le cas du libéral relève quasiment de la psychiatrie avec ses interventions à l'emporte-pièce, ses sorties permanentes dans la presse, ses critiques sur tout et surtout sur rien, ses emportements et une forme de « scandale aiguë » qui fait beaucoup de vent pour peu de résultats. Dans son fief, il est dans l'excès en permanence, il est cliquant comme on dit aujourd'hui.

A Mons, Bouchez s'est pratiquement rendu infréquentable. Elio Di Rupo lui a réglé son compte récemment face à Pascal Vrebos : impossible de travailler avec le MR « *compte tenu des incompatibilités de comportements humains* » du chef de file de Mons en Mieux qui est accusé dans la foulée de « *ne pas connaître sa*

ville » (ce qui est très injuste) et surtout de « *tout détruire sur son passage* » (ce qui n'est pas faux). Une excommunication que le libéral ne digère pas, évidemment : chaque fois qu'il le peut, il dit aux Montois qu'il croise que personne, pas même un ministre d'État, ne peut choisir à leur place ceux qui dirigeront leur ville en fin d'année.

Di Rupo, ce Messi de la politique

Les rapports entre Nicolas Martin et Georges-Louis Bouchez sont clairs : méprisant, l'élu MR dit qu'il n'attend rien du socialiste, ce qui est sans doute réciproque à défaut d'être enthousiasmant puisque les deux jeunes hommes doivent incarner l'avenir de Mons. Avec Elio Di Rupo, c'est une tout autre histoire. L'ancien Premier ministre reconnaît une forme de « talent » à son adversaire, mais déplore ses mauvaises manières. Bouchez salue la maestria de l'homme d'État qui s'est battu contre vents et marées pour réussir la carrière que l'on sait.

L'analyse du libéral est admirative et gougenarde à la fois. Il dit que Di Rupo

va lui manquer, que c'est le Messi de la politique avec lequel il échangerait bien son maillot à la fin du match qu'ils vont se livrer. Il ajoute que le socialiste devrait saluer la jeunesse et l'audace de son adversaire parce qu'il sait qu'il faut se bagarrer pour défendre ses idées. Du Bouchez pur jus.

Pour comprendre notre personnage, impossible de faire l'impasse sur ses rapports avec les journalistes et les médias en général. Georges-Louis Bouchez est impossible à suivre sur les réseaux sociaux où il déverse quasi en permanence des avalanches de messages et de commentaires sur tout et sur rien, souvent sur rien. Il ne laisse passer aucune critique, flingue le PS à la moindre occa-

sion, réagit, re-réagit, sur-réagit, souvent dans la minute. Dingue et sans doute contre-productif. Avec lui, la Toile n'est plus un canal médiatique, c'est un champ de bataille.

En quelques années, il est devenu l'interlocuteur de la plupart des journalistes politiques du pays, qui essayent d'éviter de tomber dans le panneau, ce qui n'est pas toujours facile. Son truc ? Appâter le plumitif avec une promesse de scoop. La phrase qui tue au téléphone, la voici : « *J'ai quelque chose qui peut t'intéresser...* » Et si l'info n'intéresse pas l'interlocuteur, ce n'est pas grave, on passe au journaliste suivant au sein de la même rédaction, puis au suivant encore dans le bureau d'à côté, puis à la rédaction suivante où le manège reprend de plus belle : « *J'ai quelque chose qui...* » L'article ne lui plaît pas ? L'auteur le sent passer (pour tout dire, on craint le pire, cette fois).

Chaque matin, Georges-Louis Bouchez adresse un message à ses plus fidèles soutiens : c'est sa revue de la presse personnelle qui tombe sur les téléphones-amis. Lire tel journal en page six, tel autre en page dix. Une journée sans présence dans les médias est une journée perdue. Il refuse rarement un plateau télé ou un débat en radio. Son don pour la polémique en fait un excellent client. « *Il passe bien* », comme on dit. Du coup, sa réputation n'est plus à faire : il sillonne le pays de conférences en congrès. Il se produit toujours quelque chose avec cet énergumène, la petite phrase qui tue, l'échange d'idées qui s'envenime.

Un Reynders en mieux ou en pire

Les sections locales du MR se l'arrachent. Son discours sans complexe ravit les militants. Mine de rien, l'élu de Mons commence à tisser un réseau de

relations solides au sein de la famille libérale. Au sommet de la hiérarchie, on laisse faire. On l'admire sans trop oser le dire. Mieux : on l'a nommé délégué général et promu « agitateur d'idées » officiel. Et pour agiter, il agit ! Il faut parfois recadrer son discours, remettre en

perspective ses propositions, mais rien de vraiment grave à ce stade. Ses adversaires attendent toujours le vrai faux pas.

Bien sûr, les cadres du parti pensent que ce gamin sans mandat électif national prend beaucoup de place, mais difficile de contester son incroyable talent. Jusqu'au jour où Bouchez deviendra un adversaire potentiel : il entretient sa popularité parmi la base libérale avec le dessein très clair de se rendre incontournable voire indispensable. Il serait déjà, observe-t-on au MR, de ces bois dont on fait (un jour) les présidents de parti. Pour beaucoup, c'est Charles Michel puissance dix et surtout Didier Reynders en mieux (ou en pire, c'est selon le point de vue).

Quand il le faut (l'autre soir devant les universitaires montois pour un débat très sérieux), la bête politique sait se montrer policée, correcte avec ses adversaires. Bouchez est aussi un charmant garçon, bien éduqué. Lui, « facho » ? Une croquette aux crevettes partagée avec Theo Francken n'y changera rien : ses proches réusent l'attaque. En privé, l'homme se révélerait sympathique, enjoué, et donc aux antipodes de l'image de chien fou aux crocs acérés qu'il offre à l'opinion. Il a souffert qu'on raille son prénom composé qui lui taille un costard de grand bourgeois, qui ne correspond pas à ses origines : Georges et Louis étaient ses grands-pères qu'il n'a pas connus.

Inutile de préciser qu'à Mons, la campagne de Georges-Louis Bouchez est menée tambour battant. Le candidat s'est lancé dans une interminable tournée de rencontres citoyennes, souvent dans des salles de bistrot où la bière coule à flots. Ces soirs-là, il retrouve les manches et montre son bras tatoué, qui fait sourire jusqu'à ses plus fidèles supporters. Le discours est simple, peut-être simpliste. L'outrance n'est jamais loin, le populisme non plus.

Façon « *tous les partis ne sont pas les mêmes* ». Il dit aux gens qu'il faut réfléchir avant de voter comme on le fait quand on achète une voiture. (Il sait de quoi il parle, il adore les bagnoles, la Formule 1 en particulier). Vous en voulez d'autres ? Ceci : « *Dire qu'on est né CDH et qu'on mourra CDH, cela n'a aucun sens.* » Et celle-là : « *Quand on n'est pas content de Proximus, on change d'opérateur. En politique, c'est la même chose.* » Dans une région où le socialisme est né et a grandi, il assène que voter, ce n'est pas remercier ceux qui ont amélioré la vie des générations passées, mais choisir ceux qui incarnent un avenir meilleur.

Même à ses proches, Georges-Louis Bouchez fait peur. Trop fort, trop fou, trop impliqué, trop tout. No limit. « *Puisse la fougère ne pas emporter le talent* », dit joyeusement l'homme qui le connaît sans doute le mieux. ■

ÉRIC DEFFET

MONS



Sa liste

Le MR dispose aujourd'hui de huit sièges au conseil communal de Mons. Les libéraux et Georges-Louis Bouchez en tête ont choisi de jouer l'ouverture en vue du scrutin. Résultat : une liste « Mons en Mieux ! » fourre-tout, ce qui est souvent le cas quand il s'agit de ratisser large.

Au-delà des élus sortants dont quelques libéraux historiques (Richard Miller, Emmanuel Tondreau ou Françoise Colinia) qui cautionnent la démarche, le chef de file a réalisé un coup spectaculaire en recrutant Opaline Meunier du côté du CDH. A 25 ans, l'ancienne responsable étudiante doit cependant se faire connaître dans sa ville d'origine.

Pour le reste, Mons en Mieux a intégré un écologiste canal historique (François Collette), un ancien bourgmestre socialiste de Colfontaine (Patrick Piérart), un médecin des pauvres qui fait polémique (David Bouillon), une chanteuse du dimanche venue du PS (Maria Sallustio), un ex-responsable de Test-Achats (Marc Vandercammen), des syndicalistes aussi... Un casting dont on cherche la logique.

L'enjeu

En priorité, contribuer à briser la majorité absolue du PS pour obliger celui-ci à composer. Cela passe par un gain en sièges : Mons en Mieux doit faire... mieux que le MR.

Ses +

Sa jeunesse, son dynamisme, son talent oratoire, son intelligence...

Son -

Le côté clivant de son discours et de ses attitudes. Avec qui peut-il s'entendre ?

LA SITUATION POLITIQUE

La première campagne de l'après-Di Rupo

Neuf listes figureront sur le bulletin électoral soumis aux Montois : Défi, PP, Mons en Mieux, CitoyenS, Agora-CDH, PTB, La Droite, Ecolo et le PS. Au conseil communal, le PS dispose aujourd'hui de la majorité absolue (29 sièges sur 45). Il a ouvert les portes du collège au CDH (3 sièges) après avoir évincé le MR (8 sièges) en 2016.

Pour les Montois, l'événement de cette campagne saute aux yeux : pour la première fois depuis trente ans et notamment depuis l'an 2000 et son premier mandat de bourgmestre, le scrutin ne tourne pas autour de la personnalité d'Elio Di Rupo. Le président du PS a pris du recul pour mieux se concentrer sur les élections générales du 26 mai. Il occupe la dernière place de la liste socialiste.

En théorie, l'ancien Premier ministre reste en mesure de revendiquer le maïorat s'il réalise plus de voix de préférence que la tête de liste Nicolas Martin et si le PS reste le parti dominant, ce qui est probable. Mais tout indique (tracts, affichage, participations aux débats...) qu'il n'en sera rien. Di Rupo reste dans le flou pour éviter une fuite de ses nombreux inconditionnels, elle pourrait coûter cher à son parti. Mais l'actuel premier échevin est bien le candidat bourgmestre officiel des socialistes.

Le reste du paysage politique montois partage un objectif commun. Mons en Mieux, Agora-CDH, Ecolo et PTB veulent profiter du changement de génération au PS pour ramener la représentation socialiste à de plus modestes proportions, sous la majorité absolue. Evidemment, cela passe par un gain en sièges des uns et des autres. Mons en Mieux a de l'ambition, Ecolo (3 élus) et PTB (1 élu) semblent avoir le vent en poupe. Quant au CDH, il espère conserver ses trois conseillers, ce qui lui permettrait de garder une chance de siéger au collège.

E.D.

QUIZ

Quand ça dérape

- 1** On appelle ça un « tweetclash ». Et, dans le genre, les Hennuyers Georges-Louis Bouchez (MR) et Patrick Prévot (PS) ne ratent jamais une occasion de se cogner dessus. Parmi ces tweets, lequel n'est pas signé Prévot ?
A. « Il (Georges-Louis Bouchez) ne touche déjà plus le sol en étant conseiller communal alors imagine ministre-président »
B. « Bouchez, la politique autrement... encore plus minable quoi »
C. « T'as l'air encore tendu Georges. Toujours ces remanées acides ??? »
D. « Le petit Georges a été odieux en tenant des propos indignes lors de la prestation de serment d'un agent. A vomir »
- 2** Mais Georges-Louis Bouchez n'est pas en reste. De quel nom d'oiseau n'a-t-il jamais qualifié Patrick Prévot ?
A. « Bidouilleur en chef pour placer les camarades »
B. « Imposteur »
C. « Porte-serviette du gourou »
D. « Délateur à géométrie variable »
- 3** La police a réalisé une surprenante découverte dans la voiture de Rediart Cankja, 46^e candidat sur la liste CD&V à Anvers. Laquelle ?
A. Une centaine de poupées vaudoues à l'effigie de Bart De Wever.
B. Trois kilos d'héroïne.
C. Des milliers de faux bulletins de vote déjà marqués d'un vote à son nom.
D. Une collection de tuiles, commandée par Kris Peeters.
- 4** A Uccle, le candidat MR Walter Benjamin a dérapé sur Facebook. Plaçant « pour la peine de mort », et « Fuck les droits de l'homme, Amnesty international, PTB et tous les autres ». Comment le MR a-t-il réagi ?
A. Il a exclu ce candidat de la liste uccloise.
B. Il a chaudement recommandé à son candidat de siéger sur les listes de l'extrême droite.
C. Il lui a envoyé la charte des bonnes pratiques sur les réseaux sociaux, qui interdit la publication de propos choquants.
D. Il a proposé à son candidat un séminaire à l'Institut Theo Francken, pour apprendre l'art de la nuance.
- 5** Parmi ces candidats au langage châtié, lequel sera présent sur une liste le 14 octobre prochain ?
A. Myriam Gourdange, candidate Défi à Namur, qui a traité la cheffe de file socialiste Eliane Tillieux de « mongole ».
B. Henri Huygen, candidat PS à Ans, qui a affirmé devant témoins que « des relations entre hommes, c'est contre-nature ».
C. Eric Massin, candidat PS à Charleroi, qui a traité la bourgmestre de Courcelles de « la plus salope (...) des bourgmestres du coin ».
D. Jean-Michel Larock, candidat MR à Andenne, qui a assimilé les migrants du parc Maximilien à « des parasites qui polluent notre capitale ».
- 6** À Tournai, Jean-Louis Claux a violemment claqué la porte du MR de Marie-Christine Marghem pour rejoindre le PS. Parmi les proches suivants, lequel M. Claux n'a-t-il pas prononcé à l'égard de son ex-cheffe de file ?
A. « Marie-Christine Marghem est une menteuse chronique. »
B. « Elle m'avait promis un mandat à Ideta, et la vice-présidence chez Ipalle. Et rien. »
C. « A part son plan de carrière, elle n'a rien apporté à Tournai. »
D. « C'est un boulet que le MR traîne depuis 24 ans. »
- 7** A Bastogne, Jean-Pierre Lutgen (candidat bourgmestre) a comparé sa bataille électorale contre son frère Benoît (candidat bourgmestre) à...
A. Un passage de relais entre les frères Borlée.
B. Un scénario qui pourrait inspirer les frères Dardenne.
C. Un finale de tennis entre les sœurs Williams.
D. Un sketch digne des Frères Taloché.
- 8** En sortant d'une représentation de théâtre fin août, cinq mandataires libéraux de Genappe ont été surpris. Pourquoi ?
A. Leurs voitures ont été vandalisées : pneus crevés, vitres brisées, pare-chocs défoncés.
B. Des jeunes recrues de Schild & Vrienden étaient présents pour assurer leur sécurité.
C. Une famille de migrants les attendait pour leur offrir un bol de soupe à l'oignon.
D. Des militants écologistes leur ont balancé en pleine figure des graines de quinoa.
- 9** A Molenbeek, Naoual Hamdani a fait le grand saut. Annoncée 13^e sur la liste du PS, elle sera pour finir candidate... N-VA. Comment a-t-elle justifié son choix ?
A. « Je suis partie pour pouvoir apporter des solutions concrètes aux Molenbeekois, je n'en aurais pas eu l'occasion si j'étais restée au PS. »
B. « Il n'y avait pas de programme au PS. Il n'y a rien. »
C. « Au PS, on nous éloigne des autres partis en nous faisant peur et en nous disant qu'ils n'aiment pas les étrangers. »
D. Toutes ces justifications sont signées Naoual Hamdani.
- 10** Parmi ces faits-divers rapportés par la presse flamande, lequel est une pure invention ?
A. Un candidat du CD&V a volé 28.500 euros à un vieil homme malade dans le cadre de sa succession.
B. Une échevine SPA a été inculpée pour attaque à l'explosif sur un distributeur de billets.
C. Un candidat Groen a passé une nuit au cachot pour avoir tenté, sous l'influence de l'alcool, d'escalader la centrale nucléaire de Doel.
D. Un échevin Open VLD a été victime de chantage, pour une série de photos très dénudées lors d'une fête érotique.

1. B

Trois tweets sont signés Prévot. Le quatrième était une attaque... de Bouchez contre Prévot. Qui a donc tweeté « Prévot, la politique autrement... encore plus minable quoi ». En plein dans la nuance.

2. A

Au conseil communal de Mons, Georges-Louis Bouchez a accusé le PS, en particulier Elio Di Rupo, d'avoir bidouillé la nomination de la nouvelle directrice adjointe de la commune. Nomination jugée valide, par la tutelle. Dans tous les cas, ceci n'a rien à voir avec Patrick Prévot, conseiller communal à Soignies.

3. B

Kris Peeters collectionne les tuiles dans sa quête du mayorat d'Anvers. Car c'est trois kilos d'héroïne qui ont été interceptés dans le véhicule d'un candidat de sa liste, à la frontière franco-suisse. Le jour où Bart De Wever, tête de liste N-VA à Anvers, lançait un plan de lutte international contre la drogue...

4. C

Le porte-parole du MR, relayé par la RTBF, a fait savoir que le parti « ne cautionnait pas ces propos. Nous allons lui envoyer la charte des bonnes pratiques sur les réseaux sociaux ». Mais Walter Benjamin est toujours bien candidat MR. En espérant qu'il ait lu la charte...

5. C

Myriam Gourdange, Henri Huygen et Jean-Michel Larock ont tous été écartés des listes communales (voire de leur parti), après leur sortie de route. En revanche, Eric Massin est toujours tête de liste PS à la Province. Et, alors qu'il visait la 51^e et dernière place à Charleroi, il n'a obtenu que la 47^e... Ça, c'est de la sanction.

6. D

Après les attaques acides de M. Claux, M^{me} Marghem a évidemment contre-attaqué. C'est elle qui a qualifié son ex-colistier de « boulet pour le MR pendant 24 ans ». La réplique du transfuge PS est cinglante : « La vraie grosse boulette à dézinguer du gouvernement Michel, c'est précisément Marghem. » Tout en finesse.

7. C

Le match des Lutgen est l'un des enjeux de ces communales. Car seul le vainqueur aura le droit de siéger au conseil communal (deux frères ne peuvent pas siéger ensemble). « Quand les sœurs Williams sont en finale, elles jouent le match. Mon frère devait s'attendre à avoir un jour une compétition digne de ce nom. Elle va se jouer », dixit Jean-Pierre Lutgen.

8. A

Sur le parking de la représentation théâtrale à Loupoigne, cinq voitures ont été vandalisées. Et il s'avère qu'elles appartenaient toutes à des mandataires MR (dont le président du CPAS). Difficile de parler d'une coïncidence...

9. D

Naoual Hamdani n'y a pas été de main morte dans sa critique du Parti socialiste. Mais la tête de liste molenbeekoise, Catherine Moureaux, n'a pas souhaité remettre de l'huile sur le feu. « Elle traverse une période difficile qui peut avoir eu un impact sur sa décision. Je ne comprends pas son choix mais je le respecte. »

10. C

Aaron Berger, candidat CD&V à Anvers, a été reconnu coupable de vol sur un homme âgé. Il s'est retiré des listes. L'échevine socialiste Anick Berghmans, de Lommel, a été inculpée dans le cadre d'une attaque d'un distributeur de billets. Et Frank Gheeraert, échevin Open VLD à Langemark, a vu fuiter des photos de lui lors d'une fête estivale très dénudée... C'est donc l'histoire du candidat Groen qui est une pure invention.